

# **COMPTE RENDU EN BREF DE LA SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU JEUDI 14 JUIN 2021 à 20h30**

Compte tenu du contexte sanitaire lié à la Covid 19, le conseil municipal s'est tenu en salle polyvalente sise 120 cours de la Portelle à Montluel, sans public.

Le caractère public de la réunion a été assuré par retransmission vidéo en direct (facebook live CMMontluel20210610).



### 3/ CONVENTION DE SERVITUDE DE RESEAUX ENTRE LA COMMUNE ET ENEDIS PARCELLE AB 587 – LA VILLE HAUTE

Monsieur le Maire explique à l'assemblée délibérante que pour les besoins de la Communauté de communes de la Côteière à Montluel (3CM), ENEDIS a été mandaté par cette dernière afin d'envisager la pose d'un câble public sur une parcelle appartenant à la commune (parcelle AB 587) nécessaire à l'alimentation d'un réservoir d'eau potable géré par la 3CM.

Pour cela, le câble sera enterré sur ladite parcelle (AB 587).

Il est précisé qu'ENEDIS veillera à laisser la parcelle concernée dans un état similaire à celui qui existait avant son (ses) intervention(s) au titre de la présente convention.

**A la demande de Monsieur le Maire, le Conseil Municipal décide à l'unanimité :**

**DE CONSENTIR à ENEDIS les droits suivants :**

- Etablir à demeure dans une bande d'un mètre de large, une canalisation souterraine sur une longueur totale d'environ soixante-dix-huit mètres ainsi que ses accessoires ;
- Etablir si besoin des bornes de repérage ;
- Poser sur socle un ou plusieurs coffret(s) et/ou accessoires ;
- Effectuer l'élagage de toutes plantations, branches ou arbres se trouvant à proximité de l'emplacement des ouvrages, gênant leur pose ou qui pourraient par leur mouvement, chute ou croissance occasionner des dommages aux ouvrages ;
- Utiliser les ouvrages désignés ci-dessus et réaliser toutes les opérations nécessaires pour les besoins du service public de la distribution d'électricité (renforcement, raccordement etc.) ;
- Par voie de conséquence, ENEDIS pourra faire pénétrer sur la propriété communale ses agents ou ceux des entrepreneurs dûment accrédités par lui en vue de la construction, la surveillance, l'entretien, la réparation, le remplacement et la rénovation des ouvrages ainsi établis.

**D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer la convention ainsi que tous les documents nécessaires à la constitution de la servitude ;**

**DE DIRE que la convention est conclue à titre gratuit ;**

**DE DIRE que les frais d'établissement et de publicité seront à la charge d'ENEDIS ;**

**DE DIRE que la Commune sera préalablement avertie des interventions, sauf en cas d'urgence.**



## 5/ RETROCESSION A LA COMMUNE DES ESPACES VERTS DU LOTISSEMENT ORÉE DU BOIS A JAILLEUX

Monsieur le Maire explique à l'assemblée délibérante que les colotis du lotissement l'Orée du Bois ont souhaité rétrocéder à la Commune les espaces verts de la parcelle n°1283 lors de l'assemblée générale des copropriétaires dudit lotissement qui s'est tenue le 5 janvier 2020. Considérant l'utilité de classer les espaces verts de ce lotissement dans le domaine public communal, il est proposé au conseil municipal d'autoriser la rétrocession desdits espaces verts à titre gratuit.

**A la demande de Monsieur le Maire, le Conseil Municipal à l'unanimité :**

- **APPROUVE** le transfert des espaces verts conformément aux conditions susmentionnées ;
- **DECIDE** le classement dans le domaine public communal des espaces verts du Lotissement « Orée du Bois » ;
- **AUTORISE** Monsieur le Maire (ou par délégation Monsieur le premier adjoint ou Madame la deuxième adjointe) à effectuer toute démarche en ce sens et à signer tout acte ou document se rapportant à ce dossier.

## 6/ VENTE D'UN LOCAL BORGNE SITUÉ SUR LA PARCELLE AB 842

Monsieur le Maire explique à l'assemblée délibérante l'opportunité de céder un local borgne de 60 m2 environ situé montée du chemin neuf à un commerçant, en vue de l'extension des annexes de son commerce visant à favoriser l'essor de son activité. Cela s'inscrit pleinement dans la volonté de la Commune de préserver le commerce de proximité dans le périmètre de sauvegarde instauré par délibération du 5 juillet 2017.

**A la demande de Monsieur le Maire, le Conseil Municipal à l'unanimité :**

- **DECIDE** la vente de l'immeuble bâti en ce qu'il ne prend en compte seulement le local de stockage sis Montée du chemin Neuf à MONTLUEL (01120), parcelle cadastrée AB 842 ;
- **AUTORISE** Monsieur le Maire (ainsi que Monsieur le premier adjoint ou Madame la quatrième adjointe) à effectuer toutes les diligences nécessaires pour aboutir à la vente de cet ensemble immobilier par vente de gré à gré, dite à l'amiable, dans les conditions prévues au Code Général des Collectivités Territoriales et dont l'acte sera dressé par un notaire dans les conditions de droit commun ;
- **FIXE** le prix de vente à hauteur 43 200 euros (quarante-trois mille deux cents euros) hors frais de notaire et hors frais d'arpentage ;
- **INDIQUE** la désignation du bien : un immeuble bâti correspondant à un local borgne en nature de local de stockage et à vocation de hangar sis dans le prolongement d'un parking et au pied d'un escalier conduisant à une voirie de desserte d'un bâti collectif en surélévation de 60 m<sup>2</sup> utiles environ avec grande hauteur de plafond, à détacher d'un tènement figurant au cadastre rénové de la commune de MONTLUEL sous le numéro 842 de la section AB d'une contenance de 9 ares et de forme irrégulière ;
- **FIXE** les modalités de vente comme suit :
  - La vente s'effectuera au profit des consorts MONNET ou toutes sociétés les substituant dans lesquelles ils auraient un intérêt direct ou indirect, pour les besoins de leur commerce, sous réserve du consentement de ces derniers et de l'apport des garanties financières nécessaires ;
  - Les documents d'urbanisme seront mis à disposition des acheteurs à l'accueil de la Mairie aux horaires habituels d'ouverture de la commune ;
  - DIT que l'acquéreur réglera en sus les frais de notaire et les frais d'arpentage ;
  - **CONSENT** tout pouvoir à Monsieur le Maire, Monsieur le premier adjoint ou Madame la quatrième adjointe pour mandater les expertises immobilières et diagnostics obligatoires, si les expertises déjà effectuées étaient obsolètes ou que de nouvelles obligations le justifiaient ;
  - **CONSENT** tout pouvoir à Monsieur le Maire, à Monsieur le premier adjoint et à Madame la quatrième adjointe pour signer tout compromis de vente et tout acte authentique de vente ;
  - **AUTORISE** Monsieur le Maire (ou Monsieur le premier adjoint et Madame la quatrième adjointe) à signer toutes les pièces nécessaires à la réalisation de la cession ;
  - **DIT** que publicité de cette décision de vente sera faite par affichage de la délibération.

A cette compétence obligatoire, peuvent être rattachées, dans un souci de cohérence de l'action territoriale, un certain nombre de compétences facultatives dites « hors-GEMAPI » qui concourent également à la gestion équilibrée de la ressource en eau au sein du grand cycle de l'eau. Il s'agit des huit missions suivantes, listées à l'article L. 211-7 du code de l'environnement :

- 3° l'approvisionnement en eau ;
- 4° la maîtrise des eaux pluviales et de ruissellement ou la lutte contre l'érosion des sols ;
- 6° la lutte contre la pollution ;
- 7° la protection et la conservation des eaux superficielles et souterraines ;
- 9° les aménagements hydrauliques concourant à la sécurité civile ;
- 10° l'exploitation, l'entretien et l'aménagement d'ouvrages hydrauliques existants ;
- 11° la mise en place et l'exploitation de dispositifs de surveillance de la ressource en eau et des milieux aquatiques ;
- 12° l'animation et la concertation dans le domaine de la gestion et de la protection de la ressource en eau et des milieux aquatiques dans un sous-bassin ou un groupement de sous-bassins, ou dans un système aquifère, correspondant à une unité hydrographique.

En l'espèce depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Communauté de Communes de la Côtière à Montluel a, sur l'ensemble de son territoire, la compétence GEMAPI sans aucune mission complémentaire.

Dans un souci de clarté et afin d'avoir une approche complète et globale de la gestion de la ressource en eau au sein du grand cycle de l'eau, la 3CM propose d'inscrire les quatre items dits « hors-GEMAPI » :

- 4° La maîtrise des eaux de ruissellement et la lutte contre l'érosion des sols pouvant impacter la ressource en eau et les milieux aquatiques en milieu non urbain par la mise en place de bandes enherbées, de haies exclusivement ;
- 7° La protection et la conservation des eaux superficielles et souterraines ;
- 11° La mise en place et l'exploitation de dispositifs de surveillance de la ressource en eau et des milieux aquatiques dans le cadre de programmes portés par l'EPCI ;
- 12° L'animation et la concertation dans les domaines de la gestion et de la protection de la ressource en eau et des milieux aquatiques ainsi que de la prévention du risque inondation dans un sous-bassin ou un groupement de sous-bassins, ou dans un système aquifère, correspondant à une unité hydrographique.

Vu le code de l'environnement et notamment l'article L. 211-7 relatif aux domaines pour lesquels les collectivités locales et leurs groupements sont habilités à agir en matière de gestion de l'eau et des milieux aquatiques ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 18 janvier 2021 portant statuts de la 3CM ;

Vu la délibération du conseil communautaire n°2021/04/57 en date du 1<sup>er</sup> avril 2021 ;

Considérant la mise à jour portant sur l'intégration des items 4°, 7°, 11° et 12° dits « hors-GEMAPI » de l'article L. 211-7 du code de l'environnement ;

**A la demande de Monsieur le Maire, le Conseil Municipal décide à l'unanimité :**

- **DE SE PRONONCER sur la modification des statuts de la 3CM, telle que proposée supra.**



## 10/ ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS EXCEPTIONNELLES

Monsieur le Maire explique à l'assemblée délibérante que l'école Saint-Exupéry a décidé d'intégrer une fresque dans son projet d'école.

Le même type de projet a été initié par l'école Saint-Vincent-de Paul.

Les deux écoles ont sollicité l'aide de la commune pour mener à bien leurs projets respectifs.

Monsieur le Maire propose au Conseil municipal de verser une subvention à hauteur de 25 % du montant de leur participation au projet aux structures support.

Monsieur le Maire rappelle que les subventions allouées pour l'année 2021 ont fait l'objet d'une délibération au moment du vote du budget, le 7 avril dernier.

Une modification est donc aujourd'hui à apporter à la liste des subventions allouées au titre de l'année 2021.

Les nouvelles subventions, d'un montant total de 2 365,50 € sont financées par la reprise de 2 365,50 € sur la provision pour subventions exceptionnelles.

**A la demande de Monsieur le Maire, le Conseil Municipal décide à l'unanimité :**

- **D'ADOPTER les modifications suivantes à la liste des subventions pour l'année 2021, comme suit :**

<i>Ecole</i>	<i>Nom association</i>	<i>Montant inscrit au BP</i>	<i>Montant à adopter</i>
Saint-Exupéry	Coopérative scolaire de l'école (Subvention exceptionnelle)	0,00	1 697,50 €
Saint-Vincent-de Paul	APEL (Subvention exceptionnelle)	0,00	668,00 €
Somme à valoir	Provision subventions exceptionnelles	40 458,20 €	38 092,70 €

- **D'ACCORDER les subventions exceptionnelles comme précisées supra pour l'année 2021 ;**
- **D'AUTORISER Monsieur le Maire à mandater ces subventions.**

### 13/ COMPTE ADMINISTRATIF 2020 DU BUDGET PRINCIPAL DE LA COMMUNE

Monsieur le Maire explique à l'assemblée délibérante que selon le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) « le conseil municipal arrête le compte administratif qui lui est annuellement présenté par le Maire ».

Le compte administratif constitue le dernier acte du cycle budgétaire, après le débat sur les orientations budgétaires et le vote du budget primitif. Ce document dresse le bilan de l'ensemble des dépenses et des recettes effectuées par la collectivité dans chacune des sections sur le dernier exercice budgétaire.

Le résultat de l'exécution du budget 2020 se présente ainsi :

	INVESTISSEMENT		FONCTIONNEMENT		ENSEMBLE	
	DEPENSES	EXCEDENTS	DEPENSES	EXCEDENTS	DEPENSES	EXCEDENTS
Résultats		371 550,18		1 025 729,75		1 397 279,93
Opérations de	2 032 227,32	1 805 963,10	5 704 082,53	6 309 792,56	7 736 309,85	8 115 755,66
TOTAUX	2 032 227,32	2 177 513,28	5 704 082,53	7 335 522,31	7 736 309,85	9 513 035,59
Résultats de		145 285,96		1 631 439,78		1 776 725,74
Restes à réaliser	260 942,91	187 131,50			260 942,91	187 131,50
TOTAUX	2 293 170,23	2 364 644,78	5 704 082,53	7 335 522,31	7 997 252,76	9 700 167,09
RESULTATS		71 474,55		1 631 439,78		1 702 914,33

A la demande du premier adjoint, le Conseil municipal à l'unanimité de 28 voix (Monsieur le Maire quitte la salle pendant le vote conformément à la Loi) :

- APPROUVE le compte administratif 2020 du budget principal.

### 14/ AFFECTATION DU RESULTAT – BUDGET PRINCIPAL DE LA COMMUNE 2020

Monsieur le Maire explique à l'assemblée délibérante que l'affectation des résultats de l'exercice N-1 s'effectue à la clôture de l'exercice, après le vote du compte administratif. Seul le résultat excédentaire de la section de fonctionnement au titre des réalisations du compte administratif fait l'objet d'une affectation par décision de l'assemblée délibérante.

Le tableau des résultats de l'exercice 2020 est le suivant :

Résultat global de la section de fonctionnement 2020	1 631 439,78
Solde d'exécution de la section d'investissement 2020	145 285,96
Solde des restes à réaliser en section d'investissement 2020	- 260 942,91
Besoin de financement de la section d'investissement	0,00
Couverture du besoin de financement 2020 (compte 1068)	0,00
Dotation complémentaire en réserve, section investissement	300 000,00
<b>Solde du résultat de fonctionnement – report compte R 002</b>	<b>1 331 439,78</b>

A la demande de Monsieur le Maire, le Conseil Municipal à l'unanimité :

- DECIDE la reprise des résultats de 2020 sur l'exercice 2021 comme indiquée supra.



➤ **TRAVAUX DE REFECTION DE LA TOITURE TERRASSE DU RESTAURANT SCOLAIRE DAUDET**

Monsieur le Maire explique à l'assemblée délibérante que l'objectif de ce projet est la réfection de la toiture terrasse du restaurant scolaire de l'école Daudet. Afin de mettre ces travaux en œuvre, la Commune a déposé une demande d'aide financière auprès de la (DETR) et le plan de financement proposé à l'appui de cette demande de subvention est le suivant :

Sources	Libellé	Montant H.T. en €	Taux
Fonds propres		22 404,62	50,00 %
Emprunts			
<b>Sous-total autofinancement</b>		<b>22 404,62</b>	<b>50,00%</b>
Union européenne			
Etat – DETR ou DSIL	DETR	22 404,62	50,00 %
<b>Sous-Total subventions</b>		<b>22 404,62</b>	<b>50,00%</b>
<b>Total H.T.</b>		<b>44 809,24</b>	<b>100,00 %</b>

A la demande de Monsieur le Maire, le Conseil Municipal décide à l'unanimité :

- D'APPROUVER le plan prévisionnel supra ;
- DE S'ENGAGER à prendre en autofinancement la part qui ne serait pas obtenue au titre de la subvention sollicitée ;
- D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer tous les documents relatifs à cette opération.

**16/ DEMANDE DE SUBVENTIONS AU TITRE DE LA DSIL (DOTATION DE SOUTIEN A L'INVESTISSEMENT LOCAL) – TRAVAUX DE REFECTION DU PONT DE LA MONTANIERE**

Monsieur le Maire explique à l'assemblée délibérante que les travaux consistent en la réfection du pont de la Montanière. Afin de mettre ces travaux en œuvre, la commune souhaite déposer une demande d'aide financière auprès de la DSIL. Le plan de financement proposé à l'appui de cette demande de subvention est le suivant :

Sources	Libellé	Montant	Taux
Fonds propres		4 472,50	50,00
Emprunts			
<b>Sous-total</b>		<b>4 472,50</b>	<b>50,00</b>
Union Européenne			
Etat – DETR ou DSIL	DSIL 2021	4 472,50	50,00
<b>Sous-total subventions</b>		<b>4 472,50</b>	<b>50,00</b>
<b>Total H.T.</b>		<b>8 945,10</b>	<b>100,00</b>

A la demande de Monsieur le Maire, le Conseil Municipal décide à l'unanimité :

- D'APPROUVER le plan prévisionnel supra ;
- DE S'ENGAGER à prendre en autofinancement la part qui ne serait pas obtenue au titre de la subvention sollicitée ;
- D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer tous les documents relatifs à cette opération.

## 18/ TAXE D'AMENAGEMENT

La taxe d'aménagement s'est substituée à la TLE (taxe locale d'équipement) au 1er mars 2012 et que son taux actuel a été fixé par délibération en 2014.

Pour mémoire, la taxe d'aménagement est due par tous les bénéficiaires d'un permis de construire ou d'aménager.

Elle est calculée en fonction de la surface de plancher autorisée par le permis de construire, de la valeur forfaitaire du m<sup>2</sup> révisée tous les ans par arrêté du ministère du logement (en 2020, 860 €/m<sup>2</sup>) et des taux communaux, départementaux et régionaux :  $TA = \text{surface taxable} \times \text{valeur forfaitaire} \times (\text{taux communal} + \text{taux départemental} + \text{taux régional})$ . Cette taxe permet de faire contribuer les propriétaires, promoteurs ou constructeurs à l'effort d'équipement de la ville à des niveaux qui sont loin d'être négligeables.

**Le Conseil Municipal décide à l'unanimité :**

- **DE RECONDUIRE la taxe d'aménagement unique sur l'ensemble du territoire communal à compter du 1er janvier 2022, au taux de 5 %.**

## 19/ TAXE LOCALE SUR LA PUBLICITE EXTERIEURE (TLPE)

Monsieur le Maire explique à l'assemblée délibérante La TLPE a été instituée par l'article 171 de la loi n°2008-776 du 4 août 2008 de modernisation de l'économie. Elle frappe les supports publicitaires fixes suivants, visibles de toute voie ouverte à la circulation publique à l'exception de ceux situés à l'intérieur d'un local :

- Les dispositifs publicitaires : tout support susceptible de contenir une publicité ainsi que toute inscription, forme ou image destinée à informer le public ou à attirer son attention, sur le domaine privé et public, quelle que soit la zone géographique de la commune où se trouve le dispositif ;
- Les enseignes : toutes les inscriptions, formes ou images (lettrage, drapeau, logo, affiche, totem, bandeau, panneau ...) qu'elles soient apposées sur un établissement, sur sa toiture, sur des lambrequins de stores, scellées au sol ou implantées directement sur le sol, en vitrophanies ... ;
- Les pré-enseignes : toutes les inscriptions, formes ou images indiquant la proximité d'un immeuble où s'exerce une activité déterminée.

La TLPE est assise sur la surface exploitée hors encadrement des supports et doit être acquittée par l'exploitant du support, ou, à défaut, par le propriétaire ou, à défaut, par celui dans l'intérêt duquel le support a été réalisé.

La TLPE est payable, sur la base d'un titre de recette établi au vu de la déclaration de l'exploitant du support publicitaire, à la collectivité. La déclaration annuelle doit être effectuée avant le 1<sup>er</sup> mars de l'année d'imposition pour les supports existant au 1<sup>er</sup> janvier. L'installation ou la suppression d'un support publicitaire après le 1<sup>er</sup> janvier fait l'objet d'une déclaration dans les deux mois.

A défaut de transmission de déclaration par l'exploitant, la collectivité peut procéder à une taxation d'office.

Lorsque ces déclarations ont pour effet de réduire le montant de la taxe réellement due, la collectivité peut établir une imposition complémentaire à l'issue d'une procédure de rehaussement contradictoire.

**A la demande de Monsieur le Maire, le Conseil Municipal décide à l'unanimité :**

- **DE RECONDUIRE les tarifs de la TLPE comme suit au titre de l'année 2022 :**

Enseignes			Dispositifs publicitaires et pré-enseignes (supports non numériques)		Dispositifs publicitaires et pré-enseignes (supports numériques)	
Superficie < ou = à 12 m <sup>2</sup>	Superficie > à 12 m <sup>2</sup> et < à 50 m <sup>2</sup> ou = à 50 m <sup>2</sup>	Superficie > à 50 m <sup>2</sup>	Superficie < ou = à 50 m <sup>2</sup>	Superficie > à 50 m <sup>2</sup>	Superficie < ou = à 50 m <sup>2</sup>	Superficie > à 50 m <sup>2</sup>
16,20 €	32,40 €	64,80 €	16,20 €	32,40 €	48,60 €	97,20 €

- **D'EXONERER les enseignes dont la somme des superficies cumulées et correspondant à un même établissement est inférieure ou égale à 12 m<sup>2</sup>.**